

**Proposition d'arrêté royal du Conseil de l'IBPT  
du 1<sup>er</sup> décembre 2022 concernant les réseaux locaux  
hertziens privés à large bande  
et  
résultats de la consultation publique**

**Version non confidentielle**

## TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction .....	3
2. Base légale.....	3
3. Proposition d'arrêté royal .....	3
4. Consultation publique .....	3
Annexe 1 - Proposition d'arrêté royal .....	5
Annexe 2 - Résultats de la consultation publique .....	31
A2.1. Généralités.....	31
A2.2. Contributions.....	31
A2.3. Réactions de l'IBPT.....	34

## 1. Introduction

1. Le « 3GPP » (*3rd Generation Partnership Project*) définit dans quelles bandes de fréquences il est possible d'utiliser des technologies 4G et 5G. Par conséquent, les équipements disponibles sur le marché pour ces technologies ne peuvent utiliser que ces bandes de fréquences.
2. Les bandes définies par le 3GPP ne sont cependant pas toutes réservées aux opérateurs mobiles au niveau européen. Celles qui ne sont pas réservées aux opérateurs mobiles au niveau européen restent disponibles pour d'autres usages en Europe mais peuvent être réservées aux opérateurs mobiles dans d'autres parties du monde.
3. Dès lors, il est possible d'octroyer des fréquences qui ne sont pas réservées aux opérateurs mobiles publics en Europe, pour les réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G.
4. La bande 3800-4200 MHz n'est pas réservée aux opérateurs mobiles publics au niveau européen. Cette bande de fréquences est par contre réservée (entièrement ou partiellement) aux opérateurs mobiles publics dans d'autres parties du monde (au Japon et aux Etats-Unis par exemple).
5. En décembre 2019, un projet d'arrêté royal permettant à l'IBPT d'autoriser des réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G, dans la bande de fréquences 3800-4200 MHz a fait l'objet d'une consultation publique (à la demande du ministre des télécommunications)<sup>1</sup>.
6. La consultation de 2019 date maintenant de presque 3 ans. Entretemps les enchères multi-bandes ont été finalisées. Les commentaires reçus lors de la consultation de 2019 ne sont donc souvent plus pertinents.

## 2. Base légale

7. Conformément à l'article 39, §§ 2 et 3, de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques* (ci-après « LCE »), les règles générales d'octroi, de suspension et de révocation des autorisations de radiocommunications privées, les obligations des titulaires de ces autorisations ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunications autorisés sont fixées par arrêté royal sur proposition de l'IBPT.

## 3. Proposition d'arrêté royal

8. La proposition d'arrêté royal permettant à l'IBPT d'autoriser des réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G dans la bande de fréquences 3800-4200 MHz, figure à l'annexe 1.
9. De plus amples informations contextuelles sont contenues dans le projet de texte.

## 4. Consultation publique

10. Le projet de cette proposition a été soumis à consultation publique du 23 septembre au 21 octobre 2022.

---

<sup>1</sup> Consultation à la demande du ministre des télécommunications concernant un avant-projet de loi et trois projets d'arrêté royal, relatifs aux réseaux mobiles, publiée le 24 décembre 2019.

11. Les résultats de la consultation publique figurent à l'annexe 2.

Axel Desmedt  
Membre du Conseil

Bernardo Herman  
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren  
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen  
Président du Conseil

## **Annexe 1 - Proposition d'arrêté royal**

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
<b>SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE</b>	<b>FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</b>
<b>... - Arrêté royal concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande</b>	<b>... - Koninklijk besluit betreffende private lokale breedbandradionetwerken</b>
<b>RAPPORT AU ROI</b>	<b>VERSLAG AAN DE KONING</b>
Sire,	Sire,
<b>Généralité</b>	<b>Algemeen</b>
L'arrêté qui est soumis à Votre signature vise à pouvoir autoriser des réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G.	Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, heeft tot doel private lokale netwerken die gebruikmaken van de 4G- of 5G-technologie te kunnen toestaan
Le « 3GPP » ( <i>3<sup>rd</sup> Generation Partnership Project</i> ) définit dans quelles bandes de fréquences il est possible d'utiliser des technologies 4G et 5G. Par conséquent, les équipements disponibles sur le marché pour ces technologies ne peuvent qu'utiliser ces bandes de fréquences.	Het "3GPP" ( <i>3<sup>rd</sup> Generation Partnership Project</i> ) legt vast in welke frequentiebanden het mogelijk is om een 4G- en 5G-technologie te gebruiken. Bijgevolg mag apparatuur die op de markt voor deze technologieën beschikbaar is, enkel die frequentiebanden gebruiken.
Les bandes définies par le 3GPP ne sont cependant pas toutes réservées aux opérateurs mobiles au niveau européen. Celles qui ne sont pas réservées aux opérateurs mobiles au niveau européen restent disponibles pour d'autres usages en Europe mais peuvent être réservées aux opérateurs mobiles dans d'autres parties du monde.	De banden die door het 3GPP zijn vastgelegd, zijn echter niet allemaal voorbehouden voor de mobiele operatoren op Europees niveau. Diegene die niet voorbehouden zijn voor de mobiele operatoren op Europees niveau blijven beschikbaar voor andere toepassingen in Europa maar mogen worden voorbehouden voor de mobiele operatoren in andere delen van de wereld.
Dès lors, il est possible d'octroyer des fréquences qui ne sont pas réservées aux opérateurs mobiles publics en Europe, pour les réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G.	Daarom is het mogelijk om frequenties toe te wijzen die niet voorbehouden zijn aan de openbare mobiele operatoren in Europa, voor de private lokale netwerken die gebruikmaken van de 4G- of 5G-technologie.

<p>En principe, l'arrêté royal du 18 décembre 2009 <i>relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées</i> (ci-après « AR du 18 décembre 2009 »), s'applique aux autorisations de radiocommunications privées. Les réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G, pourraient donc être autorisés conformément aux dispositions de l'AR du 18 décembre 2009 (réseaux de 1<sup>ère</sup> catégorie ou de 3<sup>ème</sup> catégorie).</p>	<p>In principe is het koninklijk besluit van 18 december 2009 <i>betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen</i> (hierna "KB van 18 december 2009") van toepassing op de vergunningen voor private radiocommunicatie. Er zouden dus private lokale netwerken die gebruikmaken van de 4G- of 5G-technologie vergund kunnen worden overeenkomstig de bepalingen van het KB van 18 december 2009 (netwerken van 1e of 3e categorie).</p>
<p>Le mécanisme des redevances de l'AR du 18 décembre 2009 n'est cependant pas approprié aux réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G, en particulier pour les réseaux s'adressant à l'industrie du futur. En effet, les redevances pour les réseaux de 1<sup>ère</sup> catégorie ou de 3<sup>ème</sup> catégorie de l'AR du 18 décembre 2009 sont dues par station. Or, pour les réseaux s'adressant à l'industrie du futur, le nombre de stations peut être très élevé. Autoriser ces réseaux conformément aux dispositions de l'AR du 18 décembre 2009 engendrerait donc l'obligation pour les titulaires des autorisations de payer des montants de redevances excessifs.</p>	<p>Het mechanisme van de rechten van het KB van 18 december 2009 is evenwel niet geschikt voor de private lokale netwerken die gebruikmaken van de 4G- of 5G-technologie, in het bijzonder voor de netwerken die zich richten tot de industrie van de toekomst. De rechten voor de netwerken van de 1e of de 3e categorie van het KB van 18 december 2009 zijn immers verschuldigd per station. Welnu, voor de netwerken die zich richten tot de industrie van de toekomst, kan het aantal stations erg hoog liggen. Voor zulke netwerken een vergunning geven overeenkomstig de bepalingen van het KB van 18 december 2009 zou dus voor de vergunninghouders de verplichting met zich brengen om buitensporige bedragen aan rechten te moeten betalen.</p>
<p>Dès lors, tenant compte du cadre particulier que représente l'utilisation des technologies 4G et 5G par des réseaux de radiocommunications privés, un arrêté spécifique s'impose.</p>	<p>Rekening houdende met het specifieke kader dat wordt gevormd door het gebruik van de 4G- en de 5G-technologie door private radiocommunicatienetwerken, is er daarom een specifiek besluit nodig.</p>
<p>Le présent arrêté fixe, pour les réseaux en question, la manière dont les fréquences à utiliser seront déterminées, les redevances à payer, la manière dont les réseaux seront contrôlés, la manière dont les autorisations seront octroyées et dans quelles circonstances celles-ci pourront éventuellement être suspendues ou retirées.</p>	<p>In dit besluit wordt voor de netwerken in kwestie bepaald hoe de te gebruiken frequenties zullen worden vastgelegd; welke rechten zullen moeten worden betaald, hoe de controle op de netwerken zal plaatsvinden, hoe de vergunningen zullen worden toegekend en onder welke omstandigheden ze eventueel kunnen worden geschorst of ingetrokken.</p>

Par ailleurs, afin de permettre l'attribution d'un code de réseau mobile aux titulaires d'une autorisation pour les réseaux locaux hertziens privés à large bande et l'utilisation commune, le présent arrêté introduit un certain nombre de modifications à l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros (ci-après « l'arrêté royal du 27 avril 2007 »).	Verder, om de toewijzing van een mobiele netwerkcode aan houders van een vergunning voor private lokale breedbandradionetwerken, en het gemeenschappelijke gebruik mogelijk te maken, worden met dit besluit een aantal wijzigingen aangebracht aan het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers (hierna "KB van 27 april 2007").
Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking
<b>Article 1<sup>er</sup></b>	<b>Artikel 1</b>
Cet article définit un certain nombre de termes qui figurent dans l'arrêté. Par exemple, il est précisé qu'une autorisation au sens du présent arrêté concerne les réseaux ou services privés.	Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit. Zo wordt duidelijk gemaakt dat een vergunning in de zin van dit besluit betrekking heeft op private netwerken of diensten.
<b>Article 2</b>	<b>Artikel 2</b>
Cet article définit le champ d'application de l'arrêté.	Dit artikel bepaalt het toepassingsgebied van het besluit.
Les autorisations prévues dans le présent arrêté sont des autorisations de radiocommunications privées et sont donc réservées aux personnes ayant un lien avec la zone où l'autorisation est demandée.	De vergunningen waarin in het onderhavig besluit voorzien worden, zijn vergunningen voor private radiocommunicatie en zijn dus voorbehouden aan personen die een link hebben met de zone waar de vergunning is gevraagd.
Vu que le <i>spectrum cap</i> de 40 MHz prévu à l'article 4, § 5, est défini par groupe pertinent, seules les personnes morales peuvent se voir octroyer une autorisation. Le but est d'éviter que des personnes qui sont liées ne demandent des autorisations distinctes pour contourner le <i>spectrum cap</i> .	Aangezien de spectrum cap van 40 MHz waarin artikel 4, § 5, voorziet, wordt vastgelegd per relevante groep, kunnen enkel rechtspersonen een vergunning toegekend krijgen. Het doel is om te vermijden dat personen die met elkaar verbonden zijn, afzonderlijke vergunningen aanvragen om de spectrum cap te omzeilen.
<b>Article 3</b>	<b>Artikel 3</b>

<p>Cet article précise la durée des autorisations. Cette durée est fixée par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « l'IBPT ») et ne peut être supérieure à 10 ans.</p>	<p>In dit artikel wordt de duur van de vergunningen aangegeven. Deze wordt vastgelegd door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "het BIPT") en mag niet langer zijn dan 10 jaar.</p>
<p>En outre, cet article définit la manière dont le réseau couvert par l'autorisation est déterminé.</p>	<p>Verder wordt in dit artikel bepaald hoe het netwerk gedekt door de vergunning wordt vastgesteld.</p>
<p>Conformément à l'article 19 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « la LCE »), les droits d'utilisation pour des radiofréquences utilisées entièrement ou partiellement pour des services de communications électroniques offerts au public sont, en principe, cessibles. Toutefois, les autorisations octroyées sur la base du présent arrêté ne relèvent pas du champ d'application de l'article 19 précité étant donné qu'elles concernent une utilisation privée. C'est l'article 39, § 2, de la LCE, en vertu duquel le Roi fixe les règles d'octroi des autorisations, qui s'applique alors. En exécution de celui-ci, le présent arrêté prévoit que l'autorisation est incessible.</p>	<p>Volgens artikel 19 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "WEC") zijn gebruiksrechten voor radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden voor elektronische-communicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden, in principe overdraagbaar. Vergunningen op basis van dit besluit vallen echter buiten het kader van voornoemd artikel 19 aangezien het een private toepassing betreft. Hiervoor is artikel 39 § 2 WEC van toepassing op basis waarvan de Koning de regels bepaalt inzake toekenning van de vergunningen. In uitvoering daarvan wordt in dit besluit bepaald dat de vergunning niet overdraagbaar is.</p>
<p><b>Article 4</b></p>	<p><b>Artikel 4</b></p>
<p>La bande 3800-4200 MHz n'est pas réservée aux opérateurs mobiles publics au niveau européen. Cette bande de fréquences est par contre réservée aux opérateurs mobiles publics dans d'autres parties du monde (au Japon par exemple). L'IBPT pourrait donc identifier des parties de cette bande de fréquences pour les réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G. Il faut noter que le Royaume-Uni a déjà décidé d'autoriser des réseaux locaux utilisant les technologies 4G ou 5G dans cette bande de fréquences.</p>	<p>De 3800-4200 MHz-band is op Europees niveau niet voorbehouden aan de openbare mobiele operatoren. Deze frequentieband is daarentegen voorbehouden voor de openbare mobiele operatoren in andere delen van de wereld (bijvoorbeeld in Japan). Het BIPT zou dus delen van die frequentieband kunnen identificeren voor de private lokale netwerken die gebruikmaken van de 4G- of 5G-technologie. Er dient te worden opgemerkt dat het Verenigd Koninkrijk reeds beslist heeft om in die frequentieband lokale netwerken toe te staan die gebruikmaken van de 4G- of de 5G-technologie.</p>

<p>Il revient à l'IBPT de déterminer dans quelles parties de la bande il octroiera effectivement des autorisations. Un maximum de 200 MHz est prévu afin de ne pas fermer la porte à une future identification partielle de la bande pour les opérateurs mobiles publics.</p>	<p>Het komt toe aan het BIPT om te bepalen in welke delen van de band het daadwerkelijk vergunningen zal verlenen. Er wordt voorzien in een maximum van 200 MHz om de deur niet te sluiten voor een toekomstige gedeeltelijke identificatie van de band voor de openbare mobiele operatoren.</p>
<p>Par ailleurs, cet article confie à l'IBPT le soin de fixer les conditions techniques d'utilisation. Il détermine également la quantité maximale de spectre qui peut être attribuée à une personne donnée dans la bande de fréquences en question de 3800-4200 MHz. Et ce, en vue d'une bonne gestion du spectre, pour atteindre une répartition équilibrée du spectre et éviter qu'une personne donnée obtienne une part disproportionnée du spectre.</p>	<p>Verder wordt in dit artikel aan het BIPT toevertrouwd om de technische gebruiksvoorwaarden vast te stellen. Ook wordt bepaald welke hoeveelheid spectrum er maximaal aan een bepaalde persoon kan worden toegekend in de frequentieband in kwestie van 3800-4200 MHz. Dit om met het oog op een goed spectrumbeheer een evenwichtige verdeling van het spectrum te bekomen en te vermijden dat er onevenredig veel spectrum in handen van een bepaalde persoon zou komen.</p>
<p>Il faut noter que la Commission européenne a confié à la CEPT (<i>European Conference of Postal and Telecommunications Administrations</i>) un mandat, daté du 16 décembre 2021, intitulé « <i>Mandate to CEPT on technical conditions regarding the shared use of the 3.8-4.2 GHz frequency band for terrestrial wireless broadband systems providing local-area network connectivity in the Union</i> ». Le rapport final de la CEPT est attendu pour mars 2024.</p>	<p>Er dient te worden opgemerkt dat de Europese Commissie de CEPT (<i>European Conference of Postal and Telecommunications Administrations</i>) een mandaat heeft toevertrouwd op 16 december 2021, getiteld "Mandate to CEPT on technical conditions regarding the shared use of the 3.8-4.2 GHz frequency band for terrestrial wireless broadband systems providing local-area network connectivity in the Union". Het eindverslag van de CEPT wordt verwacht tegen maart 2024.</p>
<p>L'objectif du mandat est d'étudier la faisabilité de l'utilisation de la bande de fréquences 3,8-4,2 GHz (3800-4200 MHz) par des systèmes hertziens terrestres à haut débit assurant une connectivité de réseau local de manière partagée avec les usages existants et d'élaborer, le cas échéant, des conditions techniques harmonisées pertinentes à cet effet, qui conviennent à la technologie 5G et protègent ainsi que garantissent la possibilité d'une évolution et d'un développement futurs des utilisateurs historiques du spectre dans la bande et dans les bandes adjacentes.</p>	<p>Het mandaat beoogt om de haalbaarheid te bestuderen van het gebruik van de 3,8-4,2GHz-frequentieband (3800-4200 MHz) door terrestrische breedbandradiosystemen waarbij een connectiviteit van het lokale netwerk met de bestaande gebruiken wordt gegarandeerd en om desgevallend daartoe relevante geharmoniseerde technische voorwaarden uit te werken die passend zijn voor de 5G-technologie en de mogelijkheid van een toekomstige evolutie en ontwikkeling van de historische gebruikers van het spectrum in de band en in de aangrenzende banden vrijwaren evenals garanderen.</p>

<p>Vu que cet article confie à l'IBPT le soin de fixer les conditions techniques d'utilisation, il reviendra à l'IBPT de mettre en œuvre la future décision d'exécution que la Commission européenne pourrait adopter suite au rapport de la CEPT.</p>	<p>Aangezien dit artikel aan het BIPT de bepaling van de technische gebruiksvoorwaarden toevertrouwt, zal het aan het BIPT zijn om het toekomstige uitvoeringsbesluit dat de Europese Commissie zou kunnen aannemen naar aanleiding van het CEPT-verslag, ten uitvoer te brengen.</p>
<p><b>Article 5</b></p>	<p><b>Artikel 5</b></p>
<p>Cet article traite de la procédure à suivre au cas où un changement de fréquence devrait être imposé au titulaire de l'autorisation et de l'indemnisation éventuelle à cet effet.</p>	<p>Dit artikel handelt over de werkwijze in geval van noodzaak om de vergunninghouder van frequentie te doen veranderen en de eventuele schadevergoeding daarvoor.</p>
<p><b>Article 6</b></p>	<p><b>Artikel 6</b></p>
<p>Cet article précise que, dans le cadre d'accords avec d'autres pays également, certaines contraintes peuvent être imposées aux titulaires d'une autorisation du présent arrêté.</p>	<p>Dit artikel geeft aan dat er ook in akkoorden met andere landen bepaalde verplichtingen voor de vergunninghouders van dit besluit kunnen staan.</p>
<p><b>Articles 7 à 9</b></p>	<p><b>Artikelen 7 tot 9</b></p>
<p>Ces articles traitent des redevances à payer : les droits de dossier (uniques) et les redevances annuelles. Les redevances annuelles dépendent de la bande de fréquences utilisée. Les redevances sont indexées annuellement.</p>	<p>Deze artikelen handelen over de te betalen rechten: (eenmalige) dossierrechten en jaarlijkse rechten. De jaarlijkse rechten zijn afhankelijk van de gebruikte frequentieband. De rechten worden jaarlijks geïndexeerd.</p>
<p><b>Articles 10 à 13</b></p>	<p><b>Artikelen 10 tot 13</b></p>
<p>Ces dispositions traitent du contrôle du réseau et de l'autorisation. Pour que celui-ci puisse se faire de manière efficace, le titulaire de l'autorisation doit fournir à l'IBPT les informations nécessaires et être en mesure de présenter son autorisation. Le titulaire de l'autorisation doit également collaborer pour permettre le bon déroulement du contrôle. Les services de contrôle de l'IBPT prennent les mesures nécessaires pour faire cesser tout brouillage préjudiciable. Une plainte peut être introduite à cet effet auprès de l'IBPT. Ces dispositions fixent également des règles en ce qui concerne les coûts pour faire cesser le brouillage.</p>	<p>Deze bepalingen handelen over de controle op het netwerk en de vergunning. Om deze mogelijk te maken op een efficiënte manier, dient de vergunninghouder het BIPT de nodige informatie te verstrekken en zijn vergunning te kunnen voorleggen. De vergunninghouder dient ook mee te werken met het oog op het vlot laten verlopen van de controle. De controlediensten van het BIPT nemen de nodige maatregelen om een einde te stellen aan eventuele schadelijke storingen. Hiertoe kan bij het BIPT klacht ingediend worden. In deze bepalingen wordt eveneens een regeling vastgesteld qua kosten om een einde te stellen aan de storing.</p>

<b>Articles 14 à 16</b>	<b>Artikelen 14 tot 16</b>
<p>Ces articles décrivent la procédure à suivre pour obtenir une autorisation. Une demande peut être envoyée à cet effet à l'IBPT, qui traitera les demandes dans leur ordre de réception, à savoir selon le principe « premier arrivé, premier servi ». L'on peut partir du principe qu'une quantité suffisante de spectre sera disponible afin de répondre à toutes les demandes. En effet, 200 MHz sont disponibles, et cela concerne une utilisation locale, afin que plusieurs personnes puissent travailler dans une même portion de la bande. D'autre part, une quantité maximale de spectre qu'une personne peut acquérir est définie (voir article 4).</p>	<p>In deze artikelen wordt de procedure voor het bekomen van een vergunning uiteengezet. Hierbij kan een aanvraag aan het BIPT gericht worden dat de aanvragen behandelt in volgorde van ontvangst, dus volgens het principe "first come, first served". Men kan er van uitgaan dat er genoeg spectrum beschikbaar zal zijn om tegemoet te komen aan alle aanvragen. Er is immers 200 MHz beschikbaar en het gaat hier om lokaal gebruik zodat meerdere personen in eenzelfde gedeelte van de band kunnen werken. Anderzijds wordt een maximum aan spectrum bepaald dat een persoon kan verwerven (zie artikel 4).</p>
<b>Article 17</b>	<b>Artikel 17</b>
<p>Dans certaines circonstances, cet article donne à l'IBPT la possibilité de suspendre ou de révoquer l'autorisation. Ainsi, le titulaire de l'autorisation a la possibilité de communiquer son point de vue. Aucune indemnisation ou exonération de redevances ne sera accordée.</p>	<p>Dit artikel geeft in bepaalde omstandigheden aan het BIPT de mogelijkheid om de vergunning te schorsen of in te trekken. Hierbij krijgt de vergunninghouder de gelegenheid zijn standpunt kenbaar te maken. Er wordt geen schadevergoeding of vrijstelling van rechten verleend.</p>
<b>Article 18</b>	<b>Artikel 18</b>
<p>Cet article adapte l'article 4 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 afin que les titulaires d'autorisations de réseaux locaux hertziens privés à large bande puissent introduire une demande de réservation et d'obtention de numéros.</p>	<p>Dit artikel past artikel 4 van het KB van 27 april 2007 aan zodat vergunninghouders van private lokale breedbandradionetwerken een aanvraag kunnen indienen tot het reserveren en verkrijgen van nummers.</p>
<b>Article 19</b>	<b>Artikel 19</b>

<p>Cet article adapte l'article 75 de l'arrêté royal du 27 avril 2007. La recommandation E.212 de l'UIT-T décrit en détail la structure de l'IMSI (International Mobile Subscription Identity) (ci-après « l'IMSI »). L'IMSI est un ensemble de chiffres décimaux, d'une longueur maximale de 15 chiffres, permettant d'identifier un abonnement unique à un réseau mobile. L'IMSI est constitué de trois champs : le Mobile Country Code (MCC - code du pays du réseau), le Mobile Network Code (MNC - code du réseau mobile) et le Mobile Subscriber Identification Number (MSIN - numéro d'identification du mobile).</p>	<p>Dit artikel past artikel 75 van het KB van 27 april 2007 aan. De ITU-T-aanbeveling E.212 beschrijft in detail de IMSI (International Mobile Subscription Identity (hierna "IMSI")-structuur. De IMSI is een reeks decimale cijfers, tot een maximale lengte van 15 cijfers, waarmee een uniek abonnement op een mobiel netwerk wordt geïdentificeerd. De IMSI bestaat uit drie velden: de Mobile Country Code (MCC), de Mobile Network Code (MNC) en het Mobile Abonnement identificatienummer (MSIN).</p>
<p>Jusqu'à présent, l'IMSI permet ce qui suit :</p>	<p>De IMSI maakt tot nu toe het volgende mogelijk:</p>
<p>1. Identification du pays d'origine à l'aide des 3 premiers chiffres (le MCC).</p>	<p>1. Identificatie van het thuisland met behulp van de eerste 3 cijfers (de MCC).</p>
<p>2. Identification du réseau domestique à l'aide des 2 ou 3 chiffres suivants (le MNC). La Belgique met en œuvre l'IMSI avec un MNC à deux chiffres.</p>	<p>2. Identificatie van het thuisnetwerk met behulp van de volgende 2 of 3 cijfers (de MNC). België implementeert de IMSI met een 2-cijferige MNC.</p>
<p>3. Identification de l'abonné individuel à l'aide des 9 ou 10 derniers chiffres, le MSIN.</p>	<p>3. Identificatie van de individuele abonnee met behulp van de laatste 9 of 10 cijfers, de MSIN.</p>

<p>L'IMSI a été initialement introduit pour permettre l'itinérance nationale et internationale. Une fois qu'un abonné a été identifié par le réseau, le processus d'authentification et d'enregistrement du terminal mobile peut se poursuivre et la signalisation, l'acheminement et la facturation peuvent alors avoir lieu entre le réseau domestique et le réseau visité pour les éventuels appels passés depuis le terminal mobile itinérant ou terminés sur celui-ci. L'IMSI n'est pas un numéro pouvant être appelé depuis les réseaux de communications publics et ce n'est généralement pas un numéro dont l'abonné a connaissance. La modification apportée à l'article 75, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 27 avril 2007 (voir l'article 19, 1<sup>o</sup> du présent arrêté) est une conséquence directe du changement de nom de la recommandation E.212 faite par l'UIT pour traduire le fait que de nouvelles applications, telles que décrites ci-dessous, sont également possibles.</p>	<p>De IMSI is initieel ingevoerd om nationale en internationale roaming mogelijk te maken. Zodra een abonnee is geïdentificeerd door het netwerk, kan het proces van authenticatie en registratie van de mobiele terminal doorgaan en signalering, routing en facturering kunnen dan plaatsvinden tussen het thuisnetwerk en het bezochte netwerk voor eventuele oproepen afkomstig van of beëindigd op door de roamende mobiele terminal. De IMSI is geen nummer waarop kan worden gebeld vanop openbare communicatienetwerken en het is meestal geen nummer waarvan de abonnee op de hoogte zou zijn. De gemaakte wijziging in artikel 75, § 1 van het KB van 27 april 2007 (zie artikel 19, 1<sup>o</sup> van dit besluit) is een rechtstreeks gevolg van de naamswijziging van de E.212 ITU- Aanbeveling die door de ITU is gemaakt om weer te geven dat nieuwe toepassingen zoals hieronder beschreven eveneens mogelijk zijn.</p>
<p>L'ajout par l'article 19, 2<sup>o</sup> de cet arrêté de deux nouveaux paragraphes à l'article 75 de l'arrêté du 27 avril 2007 (§ 2/1 et § 2/2) vise à encourager le développement de nouveaux services innovants tels que M2M pour lesquels une politique de numérotation plus flexible est nécessaire. Cette modification permet aux acteurs du marché autres que les opérateurs d'avoir également accès à ces codes de réseau et d'émettre leurs propres cartes SIM. Ainsi, les entreprises qui souhaitent éviter un « lock-in » auprès des opérateurs mobiles publics peuvent obtenir une attribution d'un code de réseau mobile propre via le § 2/1, à condition qu'elles puissent mettre en œuvre ces codes auprès des opérateurs mobiles par le biais d'accords commerciaux.</p>	<p>De toevoeging bij artikel 19, 2<sup>o</sup> van dit besluit van twee nieuwe paragrafen in artikel 75 van het besluit van 27 april 2007 (§ 2/1 en § 2/2) beoogt de groei van innoverende nieuwe diensten zoals M2M aan te moedigen waarvoor een meer flexibele nummeringspolitiek is vereist. Via deze wijziging wordt het mogelijk gemaakt dat andere marktpartijen dan operatoren eveneens toegang krijgen tot deze netwerkcodes en eigen simkaarten kunnen uitgeven. Zo kunnen ondernemingen die een "lock-in" bij de publieke mobiele operatoren wensen te vermijden via § 2/1 een toewijzing bekomen van een eigen mobiele netwerkcode op voorwaarde dat ze via commerciële akkoorden deze codes kunnen implementeren bij de mobiele operatoren.</p>

<p>Toutefois, compte tenu de la rareté de cette ressource, il convient de faire preuve de prudence. C'est la raison pour laquelle chaque demandeur d'un code de réseau mobile devra démontrer qu'il a engagé des négociations commerciales avec un opérateur de réseau mobile et donc manifester une intention crédible d'exploiter un service capable d'utiliser celle-ci de manière utile.</p>	<p>Gelet op de schaarste van deze hulpbron is het evenwel aangewezen dat hiermee voorzichtig wordt omgesprongen. Daarom zal elke aanvrager voor een mobiele netwerkcode moeten aantonen dat hij in commerciële onderhandeling is met een mobiele netwerkoperator en dus een geloofwaardige intentie moeten aantonen om een dienst uit te baten die hiervan nuttig gebruik kan maken.</p>
<p>Pour les réseaux privés qui n'ont pas besoin d'itinérance, le présent arrêté prévoit deux possibilités.</p>	<p>Voor de private netwerken die geen behoefte hebben aan roaming voorziet onderhavig besluit in twee mogelijkheden.</p>
<p>Premièrement, le plan de numérotation national (après le code « 206 » donc) prévoit au § 2/2 des codes de réseau mobile destinés à une utilisation commune. Ceux-ci servent à identifier les réseaux privés locaux sans fil. Ces IMSI sont destinées exclusivement à une utilisation interne du réseau. Elles n'ont aucune signification en dehors du réseau privé et il n'est donc pas possible d'utiliser l'itinérance sur la base de ces IMSI. Ainsi, différents réseaux privés peuvent utiliser et partager les mêmes IMSI à condition qu'ils soient situés dans des lieux géographiques différents (pas dans la zone de couverture locale du réseau privé). Il est logique que, compte tenu de l'utilisation partagée, aucun droit ne soit facturé, étant donné qu'il n'y a pas de coûts d'émission ni de coûts de contrôle.</p>	<p>Ten eerste worden in het nationale nummerplan (dus na de code "206") mobiele netwerkcodes in § 2/2 voorzien voor gemeenschappelijk gebruik. Deze dienen om lokale draadloze private netwerken te identificeren. Deze IMSI's zijn uitsluitend bedoeld voor netwerkintern gebruik. Ze hebben buiten het private netwerk geen betekenis zodat het niet mogelijk is om op basis van deze IMSI's van roaming gebruik te maken. Aldus kunnen verschillende private netwerken dezelfde IMSI's gebruiken en delen zolang ze zich op verschillende geografische locaties bevinden (niet in lokaal dekkinggebied van het privaat netwerk). Het is logisch dat gelet op het gedeelde gebruik hiervoor geen rechten worden aangerekend omdat er hieraan geen uitgiftekosten en nauwelijks toezichtskosten verbonden zijn.</p>
<p>Deuxièmement, un nouvel article 4 sera inséré à l'article 75 de l'arrêté du 27 avril 2007, étant donné que, dans le dernier amendement à la recommandation E.212 datant de juillet 2018, l'UIT a introduit un code de pays spécial 999 pour une utilisation interne dans un réseau privé. Sa structure est similaire à celle des codes de réseau mobile décrits ci-dessus pour une utilisation commune basée sur des ressources de numérotation nationales. Toutefois, afin de permettre un contrôle de l'utilisation, les exploitants des réseaux privés sont priés d'en informer l'IBPT.</p>	<p>Ten tweede wordt een nieuwe § 4 in artikel 75 van het besluit van 27 april 2007 ingevoegd want de ITU heeft in de laatste amendement van de E.212- aanbeveling daterend van 7/2018 een speciale landencode 999 voorzien voor intern gebruik binnen een privaat netwerk. De opzet hiervan is gelijkaardig aan deze van de hierboven beschreven mobiele netwerkcodes voor gemeenschappelijk gebruik op basis van nationale nummeringsmiddelen. Om het toezicht op het gebruik mogelijk te maken wordt wel aan de uitbaters van de private netwerken gevraagd om het BIPT hiervan op de hoogte te brengen.</p>

S'il subsiste néanmoins un risque d'épuisement de la capacité des codes de réseau mobile disponibles, l'IBPT doit, conformément à l'article 75, § 5, de l'arrêté royal du 27 avril 2007, appliquer des critères de réservation supplémentaires afin d'utiliser au mieux la capacité restante.	Indien de capaciteit aan beschikbare mobiele netwerkcodes toch dreigt uitgeput te geraken moet het BIPT volgens artikel 75, § 5 van het KB van 27 april 2007 bijkomende reservatiecriteria hanteren om de resterende capaciteit zo optimaal mogelijk aan te wenden.
<b>Article 20</b>	<b>Artikel 20</b>
Cet article adapte l'article 84 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 afin de déterminer le paiement des redevances dues par les titulaires d'une autorisation pour des réseaux privés.	Dit artikel past artikel 84 van het KB van 27 april 2007 aan om de betaling van verschuldigde rechten door vergunninghouders van private netwerken te bepalen.
<b>Article 21</b>	<b>Artikel 21</b>
Cet article modifie l'arrêté royal du 18 décembre 2009 afin que cela ne s'applique pas au type de réseaux réglementés par le présent arrêté royal.	Dit artikel wijzigt het KB van 18 december 2009 om ervoor te zorgen dat dit niet van toepassing is op het soort netwerken geregeld door het voorliggende koninklijk besluit.
<b>Article 22</b>	<b>Artikel 22</b>
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
<b>SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE</b>	<b>FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</b>
<b>[DATE] - Arrêté royal concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande</b>	<b>[DATUM] - Koninklijk besluit betreffende private lokale breedbandradionetwerken</b>
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 11, § 1 <sup>er</sup> , modifié par la loi du 25 avril 2007 et par la loi du 21 décembre 2021, l'article 16, l'article 29, § 2, l'article 30, § 2, modifié par la loi du 15 mars 2010, l'article 39, § 2, modifié par la loi du 31 juillet 2017 et par la loi du 21 décembre 2021, l'article 39, § 3, modifié par la loi du 20 juillet 2006 et par la loi du 21 décembre 2021, et l'article 43, modifié par la loi du 25 avril 2007 et par la loi du 21 décembre 2021 ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 11, § 1, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007 en de wet van 21 december 2021, artikel 16, artikel 29, § 2, artikel 30, § 2, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010, artikel 39, § 2, gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017 en de wet van 21 december 2021, artikel 39, § 3, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006 en de wet van 21 december 2021 en artikel 43, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007 en de wet van 21 december 2021;
Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros ;	Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers;
Vu l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées;	Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen;
Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [];	Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [];
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [];	Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op [];
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [];	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op [];
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [];	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [];
Vu la consultation du [] au [] du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision;	Gelet op de raadpleging van [] tot [] van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu la consultation du Comité de concertation, du [];	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 <sup>o</sup> , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup>. - Terminologie et définitions</b>	<b>HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.</b>
<b>Article 1<sup>er</sup>.</b> Pour l'application du présent arrêté, on entend par:	<b>Artikel 1.</b> Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1° "terminal": station de radiocommunications connectée par voie hertzienne à une station de base;	1° "terminal": radiocommunicatiestation dat draadloos verbonden is met een basisstation;
2° "réseau local": réseau de radiocommunications composé d'une ou plusieurs stations de base situées dans une zone limitée et d'un ou plusieurs terminaux;	2° "lokaal netwerk": radiocommunicatienetwerk dat bestaat uit een of meer basisstations die zich binnen een beperkte zone bevinden en uit een of meer terminals bestaan;
3° "autorisation" : autorisation de radiocommunications privées pour un réseau local ;	3° "vergunning": vergunning voor private radiocommunicatie voor een lokaal netwerk;

4° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1er, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus;	4° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;
5° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne"):	5° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):
a) la première personne, et;	a) de eerste persoon, en;
b) toute personne contrôlée par la première personne, et;	b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;
c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et;	c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;
d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et;	d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;
e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1er;	e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1.
<b>CHAPITRE 2. - Généralités</b>	<b>HOOFDSTUK 2. - Algemeen</b>
<b>Art. 2.</b> Le présent arrêté s'applique à toute personne morale qui désire obtenir une autorisation.	<b>Art. 2.</b> Dit besluit is van toepassing op elke rechtspersoon die een vergunning wenst te krijgen.
La personne morale qui demande une autorisation doit être en mesure de démontrer un lien avec la zone couverte par l'autorisation.	De rechtspersoon die een vergunning aanvraagt moet een link kunnen aantonen met de door de vergunning gedekte zone.

<b>Art. 3. § 1<sup>er</sup>.</b> Les autorisations sont valables à compter de la date fixée par l'Institut et pendant une période de maximum 10 années fixée par l'Institut.	<b>Art. 3. § 1.</b> De vergunningen zijn geldig vanaf de datum die door het Instituut wordt vastgesteld en gedurende een periode van maximaal 10 jaar die door het Instituut wordt vastgesteld.
<b>§ 2.</b> Une autorisation couvre l'utilisation des stations de base et des terminaux d'un réseau local dans une zone déterminée par l'Institut.	<b>§ 2.</b> Een vergunning dekt het gebruik van basisstations en terminals van een lokaal netwerk binnen een door het Instituut bepaalde zone.
Aucune station de base ne peut être installée à l'extérieur de la zone. L'autorisation ne couvre pas l'utilisation des terminaux à l'extérieur de la zone.	Geen enkel basisstation mag buiten de zone worden geïnstalleerd. De vergunning dekt het gebruik van de terminals buiten de zone niet.
<b>§ 3.</b> L'autorisation est incessible.	<b>§ 3.</b> De vergunning is niet overdraagbaar.
<b>CHAPITRE 3. - Utilisation des fréquences</b>	<b>HOOFDSTUK 3. - Gebruik van de frequenties</b>
<b>Art. 4. § 1<sup>er</sup>.</b> L'Institut identifie au maximum 200 MHz dans la bande de fréquences 3800-4200 MHz pour l'octroi d'autorisations.	<b>Art. 4. § 1.</b> Het Instituut identificeert maximaal 200 MHz in de frequentieband 3800-4200 MHz voor de toekenning van vergunningen.
<b>§ 2.</b> La bande de fréquences 3800-4200 MHz est utilisée à l'émission par les stations de base et par les terminaux.	<b>§ 2.</b> De frequentieband 3800-4200 MHz wordt gebruikt voor de uitzendingen van de basisstations en van de terminals.
<b>§ 3.</b> L'Institut fixe les conditions techniques d'utilisation par les titulaires de l'autorisation.	<b>§ 3.</b> Het Instituut bepaalt de technische voorwaarden voor het gebruik door vergunninghouders.
<b>§ 4.</b> L'Institut octroie, conformément aux dispositions du Chapitre 6, des autorisations dans les parties de bandes qu'il a déterminées.	<b>§ 4.</b> Het Instituut verleent, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 6, vergunningen in de delen van banden die het heeft bepaald.
<b>§ 5.</b> Un groupe pertinent par rapport à un titulaire d'une autorisation ne peut détenir que 40 MHz au maximum, à un endroit donné, dans la bande de fréquences 3800-4200 MHz.	<b>§ 5.</b> Een relevante groep ten opzichte van de vergunninghouder, kan op een gegeven plaats, in de frequentieband 3800-4200 MHz slechts 40 MHz maximaal houden.
<b>Art. 5.</b> L'Institut peut imposer un changement de fréquence ou de largeur de bande au titulaire d'autorisation, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables.	<b>Art. 5.</b> Het Instituut kan, in objectief gerechtvaardigde gevallen, de vergunninghouder een wijziging van frequentie of van bandbreedte opleggen binnen redelijke termijnen en verhoudingen.

Le titulaire peut demander par écrit une indemnisation totale ou partielle des frais de modification de ses stations de radiocommunications, occasionnés par ce changement de fréquence.	De vergunninghouder kan schriftelijk een volledige of gedeeltelijke schadevergoeding aanvragen voor de door deze frequentiewijziging veroorzaakte kosten voor de wijziging van zijn radiocommunicatiestations.
L'Institut apprécie le bien-fondé du droit à l'indemnisation.	Het Instituut oordeelt over de gegrondheid van het recht op de schadevergoeding.
L'indemnisation n'est autorisée que pour les frais de modification des stations de radiocommunications en service depuis moins de cinq ans à la date à laquelle l'imposition du changement a été notifiée.	De schadevergoeding wordt maar toegestaan voor de kosten tot wijziging van de radiocommunicatiestations die op de datum waarop de opgelegde wijziging werd genotificeerd, minder dan vijf jaar in dienst zijn.
L'indemnité ne couvre que les frais inhérents au changement de fréquence.	De schadevergoeding dekt slechts de kosten die inherent zijn aan de frequentiewijziging.
L'indemnité n'est jamais accordée lorsque le changement résulte exclusivement :	De schadevergoeding wordt nooit verleend wanneer de wijziging uitsluitend voortspuit uit:
1° de l'application d'un accord international conclu postérieurement à la délivrance de l'autorisation de faire fonctionner le réseau de radiocommunications visé ; ou	1° de toepassing van een internationale overeenkomst gesloten na de afgifte van de vergunning om het bedoelde radiocommunicatienetwerk te doen werken; of
2° de l'imposition des mesures appropriées afin de faire cesser des brouillages préjudiciables.	2° het opleggen van de gepaste maatregelen om schadelijke storingen te doen stoppen.
<b>Art. 6.</b> Les titulaires d'autorisations respectent les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.	<b>Art. 6.</b> De vergunninghouders leven de verplichtingen na die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.
<b>CHAPITRE 4. - Redevances</b>	<b>HOOFDSTUK 4. - Rechten</b>
<b>Art. 7.</b> Un droit de dossier destiné à couvrir les frais d'étude du dossier est dû pour chaque demande d'autorisation.	<b>Art. 7.</b> Voor elke vergunningsaanvraag is een dossierrecht verschuldigd dat bestemd is om de kosten te dekken voor de studie van het dossier.

Le droit de dossier par demande d'autorisation s'élève à 1000 euros. Toute demande de modification de l'autorisation donne lieu au paiement d'un montant s'élevant à la moitié du droit de dossier.	Het dossierrecht bedraagt per vergunningsaanvraag 1000 euro. Elke aanvraag tot wijziging van de vergunning geeft aanleiding tot de betaling van een bedrag dat de helft bedraagt van het dossierrecht.
Le paiement du droit de dossier est effectué, dans les trente jours suivant la notification visée à l'article 15, § 4.	Het dossierrecht wordt betaald binnen dertig dagen na de notificatie waarvan sprake in artikel 15, § 4.
En cas de retrait de la demande ou de renonciation à une autorisation, le droit de dossier reste dû.	In geval van intrekking van de aanvraag of afstand van een vergunning, blijft het dossierrecht verschuldigd.
<b>Art. 8. § 1<sup>er</sup>.</b> Le titulaire d'autorisation acquitte une redevance annuelle, par MHz attribué et par km <sup>2</sup> , qui s'élève à 318 euros.	<b>Art. 8. § 1.</b> De vergunninghouder betaalt een jaarlijks recht, per toegewezen MHz en per km <sup>2</sup> , dat 318 euro bedraagt.
Le montant de cette redevance est indépendant du nombre de stations de radiocommunications exploitant les fréquences attribuées.	Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal radiocommunicatiestations die de toegewezen frequenties exploiteren.
<b>§ 2.</b> Le titulaire d'une autorisation paie la redevance annuelle, pour chaque autorisation en cours de validité au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.	<b>§ 2.</b> De vergunninghouder betaalt het jaarlijkse recht, voor elke vergunning die geldig is op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.
Le premier paiement de la redevance annuelle pour chaque nouvelle autorisation est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité de l'autorisation, au prorata du nombre de jours restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.	De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor elke nieuwe vergunning wordt uitgevoerd binnen dertig dagen na het begin van de geldigheidsduur van de vergunning], naar rato van het aantal dagen die overblijven tot 31 december van het lopende jaar.
Lorsqu'une autorisation prend fin, la redevance annuelle est due jusqu'au jour durant lequel l'autorisation prend fin.	Wanneer een vergunning verstrijkt, is het jaarlijkse recht verschuldigd tot de dag waarop de vergunning verstrijkt.
<b>Art. 9.</b> Les montants visés aux articles 7 et 8 sont adaptés à l'indice des prix à la consommation ayant base 2013=100 comme période de référence, le 1 <sup>er</sup> janvier de chaque année.	<b>Art. 9.</b> De bedragen bedoeld in de artikelen 7 en 8 worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat basis 2013=100 als referentieperiode heeft.

L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 20XX.	De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 20XX.
<b>CHAPITRE 5. - Contrôle</b>	<b>HOOFDSTUK 5. - Controle</b>
<b>Art. 10. § 1<sup>er</sup>.</b> Le titulaire d'autorisation est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau local.	<b>Art. 10. § 1.</b> De vergunninghouder is verplicht op verzoek van het Instituut alle inlichtingen te verstrekken over de staat van gebruik van zijn lokale netwerk.
Le titulaire d'autorisation collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou de l'autorisation sont respectées.	De vergunninghouder verleent gratis zijn medewerking bij elk verzoek van het Instituut dat erop gericht is na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de vergunning worden nageleefd.
<b>§ 2.</b> Le titulaire d'autorisation est tenu de présenter immédiatement l'autorisation à toute réquisition des services de contrôle de l'Institut.	<b>§ 2.</b> De vergunninghouder is verplicht om onmiddellijk de vergunning te tonen op elke vordering van de controlediensten van het Instituut.
<b>§ 3.</b> À la demande des services de contrôle de l'Institut, le titulaire d'autorisation est tenu de prendre toutes les mesures appropriées afin d'arrêter immédiatement les émissions d'une station de radiocommunications.	<b>§ 3.</b> Op verzoek van de controlediensten van het Instituut is de vergunninghouder verplicht om alle nodige maatregelen te nemen om de uitzendingen van een radiocommunicatiestation onmiddellijk stop te zetten.
<b>Art. 11. § 1<sup>er</sup>.</b> Les services de contrôle de l'Institut utilisent les équipements de mesure qu'ils jugent appropriés ainsi que toutes les méthodes généralement admises pour de telles mesures.	<b>Art. 11. § 1.</b> De controlediensten van het Instituut gebruiken de meetapparatuur die zij geschikt achten, alsook alle voor dergelijke metingen algemeen aanvaarde methodes.
Ils peuvent éventuellement accepter les résultats de mesures effectuées par des organismes opérant sous son contrôle ou non.	Zij mogen eventueel de resultaten aannemen van metingen die werden verricht door, al dan niet onder hun toezicht opererende, organisaties.

<p><b>§ 2.</b> Afin de permettre aux services de contrôle de l'Institut d'exercer leurs missions de contrôle, chaque titulaire d'une autorisation leur fournit l'accès à ses stations de radiocommunications et facilite leur tâche grâce à tous les moyens disponibles tout en garantissant leur sécurité.</p>	<p><b>§ 2.</b> Om de controlediensten van het Instituut in staat te stellen hun controleopdrachten uit te voeren, verschaft elke houder van een vergunning hen de toegang tot zijn radiocommunicatiestations en vergemakkelijkt hij hun taak met behulp van alle beschikbare middelen, waarbij hij hun veiligheid garandeert.</p>
<p><b>Art. 12. § 1<sup>er</sup>.</b> Lorsqu'une station de radiocommunications mal réglée ou défectueuse cause des brouillages préjudiciables, les services de contrôle de l'Institut prennent les mesures nécessaires et équitables en vue de mettre fin aux brouillages préjudiciables. Le titulaire de la station de radiocommunications suspend les émissions provoquant des brouillages préjudiciables, sur simple demande des services de contrôle de l'Institut.</p>	<p><b>Art. 12. § 1.</b> Indien een slecht geregeld of defect radiocommunicatiestation schadelijke storingen veroorzaakt, nemen de controlediensten van het Instituut de noodzakelijke en billijke maatregelen om een eind te maken aan de schadelijke storingen. De houder van het radiocommunicatiestation schorst op eenvoudig verzoek van de controlediensten van het Instituut de uitzendingen die schadelijke storingen veroorzaken.</p>
<p><b>§ 2.</b> Lorsqu'il n'est pas possible de procéder immédiatement aux réglages nécessaires, les services de contrôle de l'Institut peuvent accorder un délai de maximum trente jours au titulaire de la station de radiocommunications pour se conformer aux obligations imposées par l'Institut. À défaut ou en cas de récidive, les services de contrôle de l'Institut procèdent à la mise hors service de la station de radiocommunications. Ils peuvent prendre toutes les mesures afin de s'assurer que la station de radiocommunications ne sera pas remise en service, y compris celles visées à l'article 25 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges.</p>	<p><b>§ 2.</b> Als het niet mogelijk is om de noodzakelijke regelingen onmiddellijk uit te voeren, kunnen de controlediensten van het Instituut een maximumtermijn van dertig dagen toekennen aan de houder van het radiocommunicatiestation om aan de door het Instituut opgelegde verplichtingen te voldoen. Bij het in gebreke blijven, of in geval van recidive, gaan de controlediensten van het Instituut over tot het buiten werking stellen van het radiostation. Zij kunnen alle maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat het radiocommunicatiestation niet opnieuw in werking wordt gesteld, met inbegrip van die waarin artikel 25 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector voorziet.</p>
<p>La suspension ou les mesures prises ne sont levées qu'après le réglage efficace de la station de radiocommunications et la constatation de la disparition du brouillage préjudiciable par les services de contrôle de l'Institut.</p>	<p>De schorsing of de genomen maatregelen worden pas opgeheven na de efficiënte regeling van het radiocommunicatiestation en de vaststelling door de controlediensten van het Instituut dat de schadelijke storing verdwenen is.</p>
<p><b>Art. 13. § 1<sup>er</sup>.</b> Les plaintes relatives aux brouillages préjudiciables sont introduites auprès de l'Institut.</p>	<p><b>Art. 13. § 1.</b> Klachten betreffende schadelijke storingen worden ingediend bij het Instituut.</p>

<p>L'Institut en examine le fondement, procède aux enquêtes destinées à établir les responsabilités et prescrit, le cas échéant, les mesures appropriées pour remédier aux brouillages préjudiciables.</p>	<p>Het Instituut onderzoekt de oorzaak ervan, verricht onderzoek bestemd om de verantwoordelijkheden vast te stellen en schrijft, eventueel, de passende maatregelen voor om de schadelijke storingen te verhelpen.</p>
<p><b>§ 2.</b> Lorsque ces brouillages préjudiciables sont provoqués par un équipement ou une installation ou partie d'installation électrique, radioélectrique ou autre, et que la cause en est soit un défaut de conception ou de construction, y compris une modification, soit un mauvais entretien, un mauvais usage ou une défectuosité, l'usager responsable est tenu de procéder, à ses frais, aux réparations ou modifications nécessaires pour éliminer ces brouillages préjudiciables.</p>	<p><b>§ 2.</b> Wanneer deze schadelijke storingen veroorzaakt worden door een elektrische, radio- of andere apparatuur of installatie of deel van een installatie, en de oorzaak ervan hetzij een ontwerp- of constructiefout, eventueel ook een wijziging, hetzij een slecht onderhoud of gebruik ofwel een defect is, moet de verantwoordelijke gebruiker op zijn kosten de herstellingen of aanpassingen uitvoeren die nodig zijn om deze schadelijke storingen op te heffen.</p>
<p><b>§ 3.</b> Lorsqu'il n'est pas possible de procéder immédiatement aux réglages nécessaires, les services de contrôle de l'Institut peuvent accorder un délai de maximum trente jours à l'usager responsable pour se conformer aux obligations imposées par l'Institut et éliminer les brouillages préjudiciables. À défaut ou en cas de récurrence, les services de contrôle de l'Institut procèdent à la mise hors service de l'installation. Ils peuvent prendre toutes les mesures afin de s'assurer que l'installation ne sera pas remise en service.</p>	<p><b>§ 3.</b> Als het niet mogelijk is om de nodige regelingen onmiddellijk uit te voeren, kunnen de controlediensten van het Instituut een maximumtermijn van dertig dagen toekennen aan de verantwoordelijke gebruiker om aan de door het Instituut opgelegde verplichtingen te voldoen en de schadelijke storingen op te heffen. Bij het in gebreke blijven, of in geval van recidive, gaan de controlediensten van het Instituut over tot de buitenwerkingstelling van de installatie. Zij kunnen alle maatregelen nemen om zich ervan te vergewissen dat de installatie niet opnieuw in dienst zal worden gesteld.</p>
<p>La suspension ou les mesures prises ne sont levées qu'après le réglage efficace de l'équipement ou de l'installation et la constatation de la disparition des brouillages préjudiciables par les services de contrôle de l'Institut.</p>	<p>De schorsing of de genomen maatregelen worden pas opgeheven na de efficiënte regeling van de apparatuur of de installatie en de vaststelling door de controlediensten van het Instituut dat de schadelijke storingen verdwenen zijn.</p>
<p><b>§ 4.</b> Les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux brouillages préjudiciables constatés dans des installations radioélectriques ou résultants de leur établissement conformément aux meilleures règles de la technique, entre autres à celles qui s'imposent précisément pour garantir la protection contre de tels brouillages préjudiciables.</p>	<p><b>§ 4.</b> De voorschriften van dit artikel zijn maar van toepassing op de schadelijke storingen vastgesteld in of ten gevolge van de radio-installaties aangelegd overeenkomstig de beste regels van de techniek, onder andere die welke juist geboden zijn om de bescherming tegen dergelijke schadelijke storingen te waarborgen.</p>

Elles ne préjudicient en aucun cas les prescriptions réglementaires en matière de compatibilité électromagnétique et de conformité de l'équipement.	Zij doen in geen geval afbreuk aan de reglementaire voorschriften inzake elektromagnetische compatibiliteit en de conformiteit van apparatuur.
<b>CHAPITRE 6. - Procédure relative à l'octroi des autorisations</b>	<b>HOOFDSTUK 6. - Procedure voor de toekenning van de vergunningen</b>
<b>Art. 14. § 1<sup>er</sup>.</b> Toute personne souhaitant obtenir une autorisation introduit une demande auprès de l'Institut.	<b>Art. 14. § 1.</b> Eenieder die een vergunning wenst te krijgen, dient een aanvraag in bij het Instituut.
<b>§ 2.</b> La demande inclut un rapport clair justifiant les besoins en spectre.	<b>§ 2.</b> De aanvraag bevat een duidelijk verslag dat de spectrumbehoeften rechtvaardigt.
<b>§ 3.</b> L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.	<b>§ 3.</b> Het Instituut legt het formaat vast dat de kandidaturen moeten naleven.
<b>Art. 15. § 1<sup>er</sup>.</b> L'Institut analyse les demandes dans l'ordre dans lequel il les reçoit.	<b>Art. 15. § 1.</b> Het Instituut onderzoekt de aanvragen in de volgorde waarin het die ontvangt.
<b>§ 2.</b> Pour chaque demande, l'Institut effectue une étude de compatibilité avec les autres utilisateurs du spectre radioélectrique.	<b>§ 2.</b> Voor elke aanvraag verricht het Instituut een studie inzake compatibiliteit met de andere gebruikers van het radiospectrum.
<b>§ 3.</b> L'Institut peut solliciter toute information complémentaire utile en vue de réaliser l'étude de compatibilité.	<b>§ 3.</b> Het Instituut kan alle bijkomende nuttige informatie opvragen om de compatibiliteitsstudie uit te voeren.
<b>§ 4.</b> L'Institut prend une décision sur la demande d'autorisation, sur la base de l'étude de compatibilité. Cette décision est notifiée au demandeur, au plus tard dix semaines après la réception de la demande par l'Institut ou dix semaines après la réception des informations si l'Institut a sollicité des informations complémentaires conformément au paragraphe 3.	<b>§ 4.</b> Het Instituut neemt een besluit over de vergunningsaanvraag op basis van de compatibiliteitsstudie. Dit besluit wordt genotificeerd aan de aanvrager uiterlijk tien weken na de ontvangst van de aanvraag door het Instituut of tien weken na de ontvangst van de informatie, indien het Instituut bijkomende informatie heeft gevraagd overeenkomstig paragraaf 3.
<b>Art. 16.</b> L'Institut peut refuser d'octroyer une autorisation lorsque :	<b>Art. 16.</b> Het Instituut kan weigeren een vergunning te verlenen wanneer:
1° une autorisation délivrée au demandeur a fait l'objet d'une suspension ou d'une révocation antérieure ; ou	1° een aan de aanvrager afgegeven vergunning voordien is geschorst of ingetrokken; of

2° le demandeur n'a pas payé, complètement ou partiellement, les montants dus sur base des articles 7 ou 8.	2° de aanvrager de bedragen die op basis van de artikelen 7 of 8 verschuldigd zijn, geheel of gedeeltelijk, niet heeft betaald.
<b>CHAPITRE 7. – Suspension et révocation</b>	<b>HOOFDSTUK 7. – Schorsing en intrekking</b>
<b>Art. 17. § 1<sup>er</sup>.</b> L'Institut peut suspendre ou révoquer une autorisation, notamment lorsque le titulaire :	<b>Art. 17. § 1.</b> Het Instituut kan een vergunning schorsen of intrekken, met name wanneer de houder:
1° ne respecte pas les dispositions du présent arrêté ou de l'autorisation ;	1° de bepalingen van dit besluit of van de vergunning niet naleeft;
2° refuse d'appliquer des mesures prescrites en vue d'éliminer des brouillages préjudiciables provoqués par son réseau local;	2° weigert maatregelen te treffen die voorgeschreven zijn om door zijn lokaal netwerk veroorzaakte schadelijke storingen op te heffen;
3° ne paie pas dans les délais fixés les redevances dues sur base des articles 7 ou 8;	3° niet binnen de vastgestelde termijnen de op basis van de artikelen 7 of 8 verschuldigde rechten betaalt;
4° ne met pas en service une fréquence ayant fait l'objet de l'autorisation, dans un délai raisonnable.	4° een frequentie waarvoor een vergunning is verleend, niet binnen een redelijke termijn in gebruik neemt.
<b>§ 2.</b> La suspension ou la révocation est notifiée au titulaire par lettre recommandée à la poste.	<b>§ 2.</b> De schorsing of de intrekking wordt meegedeeld aan de houder met een ter post aangetekende brief.
<b>§ 3.</b> La suspension ou révocation ne donne lieu à aucune indemnisation ni au remboursement des redevances payées, ni à l'annulation des redevances dues.	<b>§ 3.</b> De schorsing of intrekking geeft geen aanleiding tot enige schadevergoeding noch terugbetaling van de betaalde rechten, noch tot de annulatie van de verschuldigde rechten.
<b>CHAPITRE 8. - Dispositions modificatrices</b>	<b>HOOFDSTUK 8. - Wijzigingsbepalingen</b>
<b>Art. 18.</b> Dans l'article 4, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros, la disposition au 2°, est complétée par les mots :	<b>Art. 18.</b> In artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers, wordt de bepaling onder 2° aangevuld met de woorden:

« - l'exploitation de services sur la base de la capacité de numérotation visée à l'article 75. »	“- de uitbating van diensten op basis van nummercapaciteit bedoeld in artikel 75.”
<b>Art. 19.</b> Dans l'article 75 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :	<b>Art. 19.</b> In artikel 75 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° dans le paragraphe 1 <sup>er</sup> , les mots « équipements et les utilisateurs en situation de roaming » sont remplacés par les mots « réseaux publics et les abonnements » ;	1° in paragraaf 1 worden de woorden “apparatuur en gebruikers in roaming-toestand” vervangen door de woorden “openbare netwerken en abonnementen”;
2° sont insérés les paragraphes 2/1 et 2/2, rédigés comme suit :	2° de paragrafen 2/1 en 2/2 worden ingevoegd, luidende:
« § 2/1. Les entreprises, et ce, exclusivement pour leur propre réseau privé, qui prouvent qu'elles ont engagé des négociations commerciales avec un opérateur de réseau mobile afin de conclure un accord de roaming et ont une intention réaliste d'exploiter un service capable d'utiliser cette capacité de numérotation de manière utile peuvent introduire une demande de réservation selon les modalités décrites à l'article 10. L'attribution d'un code de réseau mobile n'est possible que si un accord commercial de roaming est conclu entre l'entreprise concernée et un opérateur de réseau mobile. Si l'accord commercial est dissous, le code de réseau mobile attribué est annulé.	“§ 2/1. Ondernemingen én dit uitsluitend voor hun eigen privaat netwerk die aantonen dat ze in commerciële onderhandeling zijn met een mobiele netwerkoperator om een roamingovereenkomst af te sluiten en een realistische intentie hebben om een dienst uit te baten die van deze nummercapaciteit nuttig gebruik kan maken kunnen een reservatieaanvraag volgens de modaliteiten beschreven in artikel 10 indienen. Toewijzing van een mobiele netwerkcode is enkel mogelijk als een commerciële roamingovereenkomst is afgesloten tussen de betrokken onderneming en een mobiele netwerkoperator. Ingeval het commercieel akkoord wordt ontbonden wordt de toegewezen mobiele netwerkcode geannuleerd.
§ 2/2. L'Institut peut prévoir jusque maximum trois codes de réseau mobile à deux chiffres destinés à une utilisation commune pour les réseaux privés d'entreprises, exclusivement pour un usage interne. »;	§ 2/2. Het Instituut kan tot maximaal drie mobiele tweecijferige netwerkcodes voorzien voor gemeenschappelijk gebruik voor de private netwerken van ondernemingen uitsluitend voor intern gebruik.”;
3° l'article est complété par les paragraphes 4 et 5 rédigés comme suit :	3° het artikel wordt aangevuld met paragrafen 4 en 5 luidende:

« § 4. Les entreprises, et ce, exclusivement pour leur propre réseau privé, peuvent, conformément aux principes définis à l'appendice III de la recommandation E.212 de l'UIT (amendement I), utiliser un code de réseau mobile après le code de pays mobile 999 moyennant une notification à l'Institut avant sa mise en service.	“§ 4. Ondernemingen én dit uitsluitend voor hun eigen privaat netwerk kunnen conform de principes zoals neergelegd in appendix III van de E.212- ITU aanbeveling (Amendement I) een mobiele netwerkcode gebruiken na de mobiele landencode 999 mits het Instituut hiervan vóór de ingebruikname ervan wordt genotificeerd.
§ 5. Dès que 60 % des codes de réseau mobiles rendus disponibles par l'UIT pour la Belgique ont été réservés ou attribués, l'Institut prend des mesures en introduisant des critères de réservation supplémentaires afin d'éviter l'épuisement de la réserve de codes de réseau mobiles. ».	§ 5. Van zodra 60% van de door de ITU beschikbaar gestelde mobiele netwerkcodes voor België zijn toegewezen of gereserveerd neemt het Instituut maatregelen door invoering van bijkomende reservatiecriteria om de uitputting van de mobiele netwerkcode voorraad te vermijden.”.
<b>Art. 20.</b> À l'article 84 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 24 mars 2009 et du 4 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :	<b>Art. 20.</b> In artikel 84 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 maart 2009 en 4 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° il est inséré un paragraphe 3/1, rédigé comme suit :	1° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidende:
« § 3/1. Les droits annuels pour les codes de réseau mobiles attribués aux entreprises visées à l'article 75 § 2/1 sont fixés à 1/4 de ceux des réseaux publics. Aucuns frais de dossiers ni droits annuels ne sont facturés pour les codes de réseau mobiles utilisés de manière commune. »;	“§ 3/1. Jaarlijkse rechten voor mobiele netwerkcodes toegewezen aan ondernemingen bedoeld in artikel 75 § 2/1 worden vastgelegd op 1/4 van deze van de publieke netwerken. Voor mobiele netwerkcodes die gemeenschappelijk worden gebruikt, worden geen dossierkosten of jaarlijkse rechten aangerekend.”;
2° dans le paragraphe 2, les mots « § 2 et 3 » sont remplacés par les mots « § 2, 3 et 3/1 ».	2° in paragraaf 4 worden de woorden “§ 2 en 3” vervangen door de woorden “§ 2, 3 en 3/1”.
<b>Art. 21.</b> Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées, modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 2018, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1 <sup>er</sup> et l'alinéa 2 :	<b>Art. 21.</b> In artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 december 2018, wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:

« Par dérogation à l'alinéa 1 <sup>er</sup> , le présent arrêté ne s'applique aux stations de radiocommunications autorisées ou qui pourraient être autorisées, conformément à l'arrêté royal du [DATE] concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande. ».	“In afwijking van het eerste lid, is dit besluit niet van toepassing op de radiocommunicatiestations die vergund zijn of vergund zouden kunnen worden overeenkomstig het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende private lokale breedbandradionetwerken”.
<b>CHAPITRE 9. - Dispositions finales</b>	<b>HOOFDSTUK 9. - Slotbepalingen</b>
<b>Art. 22.</b> Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	<b>Art. 22.</b> De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné	Gegeven te
Par le Roi:	Van Koningswege:
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

## Annexe 2 - Résultats de la consultation publique

### A2.1. Généralités

12. Le projet de cette proposition a été soumis à consultation publique du 23 septembre au 21 octobre 2022.
13. L'IBPT a reçu 6 contributions (par ordre alphabétique) :
  - Agoria Telecom Industries<sup>2,3</sup> ;
  - Ericsson ;
  - Eutelsat ;
  - Orange Belgium ;
  - Proximus ;
  - Siemens.

### A2.2. Contributions

#### Calendrier

14. Agoria Telecom Industries demande que le projet d'arrêté royal soit mis en attente jusqu'à ce que les livrables de l'Union européenne sur l'harmonisation de la bande 3800-4200 MHz ainsi que sur les conditions techniques soient finalisés.
15. Selon Agoria Telecom Industries, l'identification de la bande 3800-4200 MHz pour les réseaux privés risque de compromettre la potentielle harmonisation de cette bande pour les futurs réseaux mobiles publics (6G).
16. Agoria Telecom Industries estime qu'une analyse de marché est nécessaire avant d'identifier 400 MHz de spectre rare pour certains usages spécifiques tels que les réseaux 5G locaux privés. Agoria Telecom Industries demande que le projet d'arrêté royal soit évalué en prenant en compte les scénarios d'attribution observés dans d'autres pays de l'Union européenne avec une évaluation de la manière dont l'efficacité spectrale est garantie pour chaque scénario.
17. Eutelsat invite l'IBPT à attendre les conclusions des travaux en cours à la CEPT sur l'harmonisation de l'utilisation de la bande 3800-4200 MHz pour les systèmes terrestres sans fil à large bande fournissant des réseaux de connectivité locaux en réponse au mandat de la Commission européenne avant de proposer l'arrêté objet de la consultation publique.

#### Bande de fréquences

18. Agoria Telecom Industries rappelle que les ondes millimétriques ont été identifiées comme une alternative pour les réseaux locaux privés dans les sites industriels. Au cas où les réseaux privés mobiles évolueraient potentiellement du spectre dans la bande 3800-4200 MHz vers les ondes millimétriques à long terme, Agoria Telecom Industries estime que la quantité de spectre dédié devrait être limitée pour tenir compte de cette évolution.
19. Agoria Telecom Industries propose que l'IBPT adopte une approche progressive pour l'attribution du spectre pour les réseaux locaux privés, en commençant par un maximum de 80 MHz, au lieu de réserver la totalité des 400 MHz. L'adoption d'une approche progressive permettrait, selon Agoria Telecom Industries, d'éviter une fragmentation de la bande 3800-4200 MHz.

---

<sup>2</sup> La contribution de Proximus renvoie, pour l'essentiel, à la contribution d'Agoria Telecom Industries.

<sup>3</sup> Orange Belgium indique dans sa contribution que la contribution d'Agoria Telecom Industries est complémentaire à la sienne.

20. Eutelsat encourage l'IBPT à envisager d'autres bandes de fréquences pour répondre aux besoins des réseaux locaux privés. Par exemple, la bande millimétrique 26 GHz est, selon Eutelsat, particulièrement adaptée aux projets de réseaux locaux.
21. [CONFIDENTIEL]
22. Orange Belgium estime que si l'arrêté royal prévoit la possibilité d'identifier 400 MHz pour les réseaux privés, il n'est pas garanti que l'IBPT soit en mesure de restreindre l'identification effective qu'à une partie de ces 400 MHz, vu que l'IBPT a généralement l'obligation d'attribuer une autorisation lorsqu'une entreprise le demande. Orange Belgium considère que cela ouvre la porte à une utilisation inefficace du spectre. Par conséquent, Orange Belgium propose une allocation de 100 MHz entre 4100 et 4200 MHz pour les réseaux locaux.
23. Proximus se positionne en faveur d'une allocation partielle de la bande 3800-4200 MHz pour les réseaux locaux privés (par exemple 4000-4200 MHz) afin de garder l'autre partie ouverte à tout opérateur mobile qui souhaiterait obtenir des fréquences pour déployer des réseaux nationaux et/ou locaux.

#### Personnes pouvant obtenir une autorisation

24. Agoria Telecom Industries recommande plus de clarté sur les personnes pouvant obtenir une autorisation. Selon Agoria Telecom Industries, cette possibilité devrait être limitée aux personnes morales propriétaires de la zone où l'autorisation est demandée ou exerçant une activité économique dans cette zone.
25. Selon Agoria Telecom Industries, il faudrait également s'assurer que les personnes demandant une autorisation aient les compétences suffisantes (internes ou externalisées) pour assurer le respect des différentes réglementations applicables, afin d'éviter un impact négatif sur le bon fonctionnement des réseaux mobiles publics et des autres réseaux locaux privés.
26. [CONFIDENTIEL]

#### Durée de la période de validité de l'autorisation

27. Selon Agoria Telecom Industries, une durée illimitée de la période de validité de l'autorisation n'est pas acceptable. Agoria Telecom Industries propose une durée de maximum 5 ans (renouvelable).
28. Agoria Telecom Industries estime également que l'IBPT devrait avoir la possibilité de suspendre ou retirer une autorisation si le spectre n'est pas utilisé dans un délai raisonnable.

#### Zone couverte par l'autorisation

29. Agoria Telecom Industries observe que le montant des redevances est calculé sur base de la zone où se situent les stations de base. Agoria Telecom Industries estime qu'un calcul sur base de la zone dans laquelle un service est disponible serait une bien meilleure approche. Si on ne changeait pas l'approche prévue dans le projet de la consultation, Agoria Telecom Industries estime qu'il conviendrait de fixer des limites de puissance d'émission pour les stations de base afin de limiter la zone géographique couverte par le réseau local privé.
30. Agoria Telecom Industries demande à l'IBPT de justifier la limite inférieure de 100 mètres pour le rayon. Par ailleurs Agoria Telecom Industries recommande de fixer une limite supérieure pour la surface totale couverte par un réseau local privé. Selon Agoria Telecom Industries, les autorisations pour des réseaux locaux privés ne doivent pas être utilisées comme une alternative aux autorisations nationales.
31. [CONFIDENTIEL]

### Spectrum cap

32. Selon Agoria Telecom Industries, le *spectrum cap* de 40 MHz prévu dans le projet n'est pas vraiment évalué au regard des besoins du marché. Considérant que les opérateurs mobiles publics ont été plafonnés à 100 MHz pour couvrir l'ensemble des marchés B2C et B2B, 40 MHz semble un *spectrum cap* trop élevé pour seulement certains usages spécifiques dans le contexte industriel.
33. [CONFIDENTIEL]. Orange Belgium estime que des contrôles concernant l'utilisation efficace du spectre devraient être mis en place afin d'éviter la création d'une pénurie artificielle du spectre.
34. Siemens estime que 40 MHz serait insuffisant pour des usages industriels et recommande un *spectrum cap* de 80 MHz. Siemens préconise également des bandes de garde de 20 MHz entre réseaux voisins en fréquences.

### Redevances

35. Agoria Telecom Industries estime que le modèle de tarification proposé est trop bas et inacceptable car il peut attirer des demandeurs qui n'utiliseront pas efficacement le spectre, qui est une ressource rare.
36. Selon Agoria Telecom Industries, les réseaux mobiles publics 5G sont à même de répondre à la plupart des besoins en matière de réseaux privés et fournir une excellente connectivité pour les marchés verticaux. Agoria Telecom Industries estime que satisfaire ces besoins avec des réseaux publics, conduira à une utilisation plus efficace du spectre.
37. Selon Agoria Telecom Industries, les montants payés par les opérateurs mobiles publics (pour la bande 3400-3800 MHz) lors de la mise aux enchères multi-bandes devraient être pris en compte pour définir la méthode de calcul des redevances pour les réseaux locaux privés, vu que les usages industriels sont potentiellement les mêmes.
38. Agoria Telecom Industries propose que le montant des redevances soit proportionnel au cube du rayon plutôt qu'au carré et que le montant par MHz augmente avec la quantité de spectre. Agoria Telecom Industries propose également de définir des classes de zones en fonction de la rareté du spectre avec des tarifs différents.
39. Siemens estime que le modèle de tarification proposé est approprié pour les réseaux de petite taille, mais que les montants augmentent très rapidement pour les réseaux de grande taille. Siemens suggère de s'aligner sur les pays voisins.

### Synchronisation

40. Agoria Telecom Industries estime que l'attribution non coordonnée de spectre à des entreprises utilisant le duplexage temporel (mode TDD) pourrait créer des problèmes de coexistence. Agoria Telecom Industries propose donc que la Décision du Conseil de l'IBPT du 3 novembre 2021 concernant les conditions techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter les brouillages préjudiciables dans la bande 3400-3800 MHz, et en particulier son article 22, s'applique aux réseaux locaux privés. Agoria Telecom Industries demande également de prévoir une bande de garde entre les bandes 3800-4200 MHz et 3400-3800 MHz.
41. [CONFIDENTIEL]

### MNC

42. Agoria Telecom Industries fait valoir que l'IBPT ne peut attribuer des MNC à des réseaux privés que dans des circonstances exceptionnelles en tenant compte de conditions très strictes car les MNC sont des ressources très rares. La condition selon laquelle le réseau privé doit disposer d'un accord d'itinérance est nécessaire mais pas suffisante. Il existe d'autres solutions comme l'utilisation d'une double SIM et les solutions eSIM. Ces solutions devraient être privilégiées par le régulateur et Agoria Telecom Industries demande donc qu'il y soit fait référence dans le rapport au Roi. Toujours selon ce répondant, les conditions pour contrer cette pénurie devraient être définies à l'avance et non à partir du moment où le seuil de 60 % de MNC attribués est atteint.

43. Agoria Telecom Industries n'est pas d'accord sur le fait que les tarifs appliqués aux MNC soient différents de ceux appliqués aux réseaux publics.
44. Agoria Telecom Industries estime que les modalités de gestion des ressources de numérotation après le MCC 999 devraient être alignées sur celles des MCC partagés.

#### Protection des autres services

45. Selon Agoria Telecom Industries, les conditions techniques pour éviter les brouillages des radioaltimètres utilisant la bande adjacente 4200-4400 MHz doivent être fixées avant l'octroi d'autorisations dans la bande 3800-4200 MHz.
46. Compte tenu de l'importance de la bande C (3400-4200 MHz pour la liaison descendante) pour les activités satellitaires et de l'importance de celles-ci pour la connectivité mondiale, Eutelsat estime qu'il est critique d'assurer que la bande 3800-4200 MHz reste disponible pour les opérations actuelles et futures des services par satellite. Eutelsat appelle l'IBPT, à qui serait confié le soin de fixer les conditions techniques d'utilisation de ces réseaux, à la plus grande vigilance afin de garantir la possibilité de développement des services fixes par satellite dans la bande 3800-4200 MHz en Belgique. Eutelsat souligne également l'importance de la coordination aux frontières, mentionnée à l'article 6 du projet d'arrêté, afin de protéger des stations terriennes localisées dans les pays voisins.

#### Normes de rayonnement

47. Agoria Telecom Industries estime qu'en raison des contraintes liées aux normes de rayonnement, la prolifération des réseaux privés pourrait avoir un impact significatif sur le déploiement des réseaux mobiles publics. Selon Agoria Telecom Industries, une évaluation de l'impact sur les normes de rayonnement doit être effectuée avant l'octroi d'autorisations privées.

### **A2.3. Réactions de l'IBPT**

#### Calendrier

48. La 5G constitue une rupture technologique majeure qui intègre une véritable dimension industrielle. Les réseaux privés ont des avantages et des inconvénients par rapport aux réseaux publics. Un réseau 5G privé pourrait être une solution plus intéressante pour certaines entreprises qui veulent pouvoir maîtriser la connectivité de bout-en-bout et qui en ont les moyens en termes de compétences. Afin de ne pas retarder le déploiement de la 5G industrielle pour ces dernières, il est important de mettre en place rapidement un cadre réglementaire adapté aux différents besoins des industriels.
49. En ce qui concerne les conditions techniques, elles ne sont pas fixées par arrêté royal, mais par l'IBPT. Même si le rapport final de la CEPT en réponse au mandat de la Commission européenne est attendu pour mars 2024, un rapport intérimaire est déjà prévu pour novembre 2022. L'IBPT pourra donc fixer, au plus tôt lors du deuxième semestre de 2023, des conditions techniques (éventuellement provisoires) sur base du projet de rapport de la CEPT.

#### Bande de fréquences

50. À l'échelle de l'Europe, plusieurs bandes ont été identifiées par différents pays européens pour les réseaux privés : 2300-2400 MHz, 2570-2620 MHz, 3700-3800 MHz ou 3800-4200 MHz. Le mandat de la Commission européenne à la CEPT sur l'harmonisation de l'utilisation de la bande 3800-4200 MHz pour les systèmes terrestres sans fil à large bande fournissant des réseaux de connectivité locaux, semble cependant ouvrir la porte à une harmonisation de la bande 3800-4200 MHz.
51. Des bandes mentionnées au § 50, la bande 3800-4200 MHz est celle qui est la plus disponible en Belgique. En ce qui concerne la bande 26 GHz qui est mentionnée dans plusieurs contributions, la consultation publique organisée par l'IBPT a montré un manque d'intérêt pour cette bande.

52. L'article 4, § 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté royal permet à l'IBPT de déterminer quelles parties de la bande 3800-4200 MHz sont identifiées pour des réseaux privés. L'intention de l'IBPT est bien d'adopter une approche progressive pour l'attribution de la bande 3800-4200 MHz. Pour éviter que l'IBPT ne soit contraint d'identifier la totalité des 400 MHz pour les réseaux locaux, un maximum de 200 MHz est néanmoins prévu à l'article 4, § 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté royal modifié.
53. Même si la proposition d'identifier la partie supérieure de la bande pour les réseaux privés semble aujourd'hui être la meilleure approche, il est préférable de postposer ce choix et de laisser l'IBPT décider comme prévu dans le projet d'arrêté royal. En effet l'avancement des travaux en cours à la CEPT devrait permettre d'avoir plus de données pour faire le meilleur choix.
54. Il est vraisemblable que la bande 6425-7125 MHz soit la prochaine bande 5G ou 6G (FR1<sup>4</sup>) qui sera identifiée pour les opérateurs mobiles publics. Dans tous les cas, l'approche progressive qui sera adoptée par l'IBPT pour l'attribution de la bande 3800-4200 MHz, ne ferme pas la porte à une identification partielle de cette bande pour les opérateurs mobiles publics.

#### Personnes pouvant obtenir une autorisation

55. Vu que les autorisations prévues dans le projet d'arrêté royal sont des autorisations de radiocommunications privées, celles-ci sont implicitement réservées aux personnes ayant un lien avec la zone où l'autorisation est demandée. L'article 2 du projet d'arrêté royal modifié mentionne cependant de manière plus explicite que les autorisations sont réservées aux personnes morales ayant un lien avec la zone où l'autorisation est demandée.
56. Les opérateurs mobiles publics ne peuvent pas obtenir d'autorisations de radiocommunications privées, sauf dans le cas particulier où le réseau serait déployé pour une utilisation propre. Rien par contre n'empêche un opérateur mobile public d'intervenir comme sous-traitant dans le cadre du déploiement ou de la maintenance d'un réseau privé.
57. Dans tous les cas, le détenteur de l'autorisation reste le seul responsable du respect des différentes réglementations applicables. Par ailleurs, l'article 17, § 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté royal permet à l'IBPT de suspendre ou révoquer une autorisation lorsque le titulaire ne respecte pas les dispositions de l'arrêté royal ou de l'autorisation, ou refuse d'appliquer des mesures prescrites en vue d'éliminer des brouillages préjudiciables provoqués par son réseau local.

#### Durée de la période de validité de l'autorisation

58. L'article 3, § 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté royal permet à l'IBPT de fixer la durée de la période de validité des autorisations. De plus l'article 5 du projet d'arrêté royal permet à l'IBPT d'imposer un changement de fréquence dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables. Pour éviter des durées de période de validité des autorisations trop longues, une durée maximale de 10 ans est néanmoins prévue à l'article 3, § 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté royal modifié.
59. L'article 17, § 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté royal permet à l'IBPT de suspendre ou révoquer une autorisation lorsque le titulaire ne met pas en service une fréquence ayant fait l'objet de l'autorisation, dans un délai raisonnable.

#### Zone couverte par l'autorisation

60. Initialement, l'IBPT s'était inspiré de la « *low power Shared Access licence* » au Royaume-Uni. L'intention de l'IBPT était de fixer une limite de puissance rayonnée pour les stations de base situées à l'intérieur du disque. Le but de la limite inférieure de 100 mètres pour le rayon était d'éviter des demandes avec un disque de rayon de quelques mètres pour chaque station de base.

---

<sup>4</sup> *Frequency Range 1.*

61. Le projet d'arrêté royal a été modifié : d'une part, la zone couverte par l'autorisation correspond maintenant à la zone dans laquelle un service est disponible (proposition d'Agoria Telecom Industries), et d'autre part, cette zone est maintenant de forme quelconque ([CONFIDENTIEL]). Le polygone doit se situer à l'intérieur du terrain avec lequel le détenteur de l'autorisation doit avoir un lien.
62. L'IBPT estime qu'il n'est pas nécessaire de fixer une limite pour la surface totale couverte par un réseau local privé. En effet, le lien explicite entre le détenteur de l'autorisation et la zone couverte par l'autorisation limite en pratique la surface couverte.

#### Spectrum cap

63. Les futurs usages spécifiques dans le contexte industriel ne sont pas encore totalement connus. Il subsiste encore beaucoup d'inconnues sur les différents besoins des entreprises en matière de 5G industrielle, et sur la part des entreprises qui opteront pour un réseau 5G privé plutôt que pour les réseaux publics. Il est donc difficile de fixer un *spectrum cap* au regard des besoins du marché. Certains pays, comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni, permettent des largeurs de bande de 100 MHz pour les réseaux privés 5G. Dans un premier temps, un *spectrum cap* de 40 MHz, qui correspond à 40% du *spectrum cap* imposé aux opérateurs mobiles publics, semble suffisant.
64. Pour éviter des demandes excessives en termes de spectre, l'article 14, § 2 du projet d'arrêté royal modifié prévoit que la demande d'autorisation doive inclure un rapport clair justifiant les besoins en spectre.
65. L'utilisation éventuelle de bandes de garde fait partie des conditions techniques qui ne sont pas fixées par arrêté royal, mais par l'IBPT (article 4, § 3 du projet d'arrêté royal).

#### Redevances

66. Les tarifs existants dans les pays voisins sont très variables. En Allemagne, le montant des redevances annuelles<sup>5</sup> est de 30 €/km<sup>2</sup>/MHz<sup>6</sup>. Au Royaume-Uni, le montant des redevances annuelles est d'environ 1.200 €/km<sup>2</sup>/MHz<sup>7</sup>.
67. Le projet d'arrêté royal prévoit un montant de 318 €/km<sup>2</sup>/MHz. À titre d'exemples, le montant des redevances serait de 159 €/MHz pour un réseau de petite taille de 0,5 km<sup>2</sup> ou de 16.797 €/MHz pour un réseau couvrant l'entièreté du territoire d'une commune de taille moyenne.
68. En prenant en compte la redevance unique<sup>8</sup> et les redevances annuelles<sup>9</sup>, les opérateurs mobiles publics belges paient un total de 43.139 €/MHz par an pour l'entièreté du territoire belge<sup>10</sup> (1,41 €/km<sup>2</sup>/MHz).
69. On ne peut certainement pas affirmer que le montant des redevances prévu par km<sup>2</sup> et par MHz soit injustement faible. Le montant des redevances est relativement faible pour les réseaux de petite taille, mais augmente rapidement pour les réseaux de grande taille. Vu que le projet d'arrêté royal concerne les réseaux locaux, l'augmentation pour les réseaux de grande taille n'est certainement pas problématique.

#### Synchronisation

70. À ce stade, l'IBPT n'envisage pas d'imposer une synchronisation des réseaux privés. Dans tous les cas, la synchronisation éventuelle des réseaux fait partie des conditions techniques qui ne sont pas fixées par arrêté royal, mais par l'IBPT.

---

<sup>5</sup> Pour « *settlement and transport land* ».

<sup>6</sup> Un montant fixe de 1.000 € s'ajoute.

<sup>7</sup> 80 £ pour un disque de 50 m de rayon.

<sup>8</sup> 208.930.000 € pour 370 MHz et pour 17,68 ans.

<sup>9</sup> 11.200 € par MHz pour l'année 2022.

<sup>10</sup> 30.688 km<sup>2</sup>.

### MNC

71. Après divers contacts avec l'industrie, l'IBPT s'attend à ce que la demande de réseaux privés nécessitant un MNC pour une itinérance avec les réseaux publics soit plutôt très limitée. La solution proposée par Agoria de travailler avec une carte double SIM est une alternative possible, mais elle ne requiert pas une modification de l'arrêté royal du 27 avril 2007. L'eSIM nécessite toujours l'attribution de MNC à des réseaux privés et, en tant que telle, ne constitue pas une solution. On constate d'ailleurs que le déploiement de l'eSIM en Belgique est lent. L'IBPT estime que le fait de disposer d'un accord d'itinérance constitue un seuil suffisamment élevé pour les réseaux privés, de sorte que la demande de MNC sera plutôt limitée. De plus, l'utilisation d'un MNC propre entraîne un coût annuel qui n'est pas négligeable. En outre, il n'appartient pas à l'IBPT d'indiquer (dans sa proposition de rapport au Roi) les options privilégiées. C'est au marché de choisir en fonction de ses besoins spécifiques. Le seuil de 60 % est un seuil supplémentaire qui devrait plutôt être considéré comme un dernier recours pour sauvegarder la ressource rare disponible des MNC.
72. L'application de tarifs différents de ceux des opérateurs publics peut se justifier par le fait que l'utilisation des ressources de numérotation est différente, mais aussi par l'étendue de cette utilisation. L'utilisation des 3 MNC partagés est limitée à la « diffusion » du « Public Mobile Identifier » associé, où contrairement aux opérateurs publics, aucune IMSI (International Mobile Subscriber Identity) n'est attribuée aux cartes SIM. En d'autres termes, l'utilisation est plutôt limitée par rapport à l'utilisation d'un MNC par les opérateurs de réseaux mobiles. Les réseaux privés sont de taille beaucoup plus modeste que les réseaux publics, et appliquer aux réseaux privés les tarifs appliqués aux réseaux publics (soit 16.848 € par an et par MNC pour 2022) serait disproportionné.
73. La solution pour obtenir les MNC après le MCC 999 est une solution normalisée par l'UIT-T, sans conditions supplémentaires. Comme alternative nationale, 3 MNC sont mis à disposition par l'IBPT pour le marché belge. Il est à noter que les mêmes MNC basés à la fois sur le MCC 999 et le MCC belge (c'est-à-dire 206) peuvent être utilisés par différents réseaux privés, pour autant qu'ils soient suffisamment séparés géographiquement. C'est à l'exploitant du réseau privé de coordonner cela avec les autres exploitants de réseaux privés. L'IBPT ne voit pas quelles conditions supplémentaires devraient être imposées.

### Protection des autres services

74. L'IBPT prendra en compte la protection des radioaltimètres utilisant la bande adjacente 4200-4400 MHz, en fixant les conditions techniques pour les réseaux privés. Dans tous les cas, ces conditions techniques ne sont pas fixées par arrêté royal, mais par l'IBPT.
75. L'utilisation de la bande C pour les activités satellitaires est très faible en Belgique et la tendance n'est certainement pas à la hausse. L'IBPT prendra évidemment en compte la protection des stations terriennes existantes utilisant la bande C, en fixant les conditions techniques pour les réseaux privés. Vu qu'un maximum de 200 MHz sera identifié pour les réseaux privés, il devrait rester des possibilités pour de potentiels futurs déploiements satellitaires.

### Normes de rayonnement

76. Les normes de rayonnement sont une compétence des Régions. Pour les Régions flamande et wallonne, les limites sont ou seront fixées par opérateur. Pour ces deux Régions, l'IBPT ne perçoit pas d'impact des réseaux privés sur le déploiement des réseaux mobiles publics. Pour la Région de Bruxelles-Capitale, l'IBPT n'a pas de vision claire sur la manière dont les réseaux privés seront pris en compte.
77. Dans tous les cas, les normes de rayonnement sortent du cadre du projet d'arrêté royal.